

S.C.H. Ho III, 0S.C.H. Ro. III, 0

Berne, le 27 octobre 1976

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

N o t e à M. le Directeur Jolles
M. l'Ambassadeur Weitnauer

Copie à : M. l'Ambassadeur Bindschedler
M. l'Ambassadeur de Ziegler
M. l'Ambassadeur Hegner
M. l'Ambassadeur Dunkel
M. le Ministre Cuendet
M. l'Ambassadeur Aubaret, Bucarest
M. Dietschi, Chargé d'affaires, Budapest
M. le Ministre Jagmetti, Genève

Impressions de mes voyages officiels
en Hongrie et Roumanie

Un rapport plus détaillé et systématique relatera le contenu et les résultats plus ou moins concrets de mes contacts dans les deux pays. Il me paraît toutefois indiqué de fixer quelques impressions générales que j'ai retirées pendant les quelques jours passés à Budapest et Bucarest.

Hongrie (20 et 21 octobre 1976)

Les Hongrois ont une appréciation réaliste de la situation politique et économique du pays. Dès lors ils tiennent à développer leurs contacts sur les deux plans avec la Suisse. Tout ce qui peut être fait bilatéralement et multilatéralement pour intensifier les relations est bienvenu; toutefois, aucune action spectaculaire ne peut être envisagée. Même la liste des suggestions hongroises comme suite à la CSCE - qui semble être pratiquement prête à être remise aux autorités suisses - devient



une opération de routine, qui a le but d'ancrer dans la substance et la pratique le processus d'Helsinki, tout en gardant à l'esprit que ceci n'est pour le moment possible que dans certains secteurs déterminés.

Malgré l'orthodoxie en politique extérieure dans la ligne de Moscou, une certaine flexibilité et imaginativité apparaissent dans les méthodes appliquées dans le dialogue Est-Ouest. Cela est particulièrement évident dans le domaine économique (pensons au rôle de la Hongrie dans le GATT, où elle bénéficie formellement presque du même statut que les pays à économie de marché), où l'on souligne la souplesse dans l'application des règles de l'économie planifiée et du commerce d'état.

La possibilité de conclure un "accord de libre-échange" avec la Suisse (comme c'est le cas entre la Hongrie et la Finlande) a été mentionnée à plusieurs reprises. Vu mon attitude négative - et des arguments embarrassants comme celui de la réciprocité avec les pays du COMECON - et ma référence à notre interprétation très stricte de l'art. XXIV du GATT, j'ai eu l'impression qu'à ce stade les personnalités hongroises rencontrées ne voulaient pas insister. Par contre - et peut-être à cause de cette attitude négative - l'accent a été mis sur la coopération industrielle, déjà existante avec certaines grandes entreprises suisses, non seulement sur le plan bilatéral mais aussi sur des marchés tiers. Malgré le fait incontestable d'une rapide industrialisation du pays (avec un stade de technologie avancé), le désir d'augmenter les exportations agricoles traditionnelles (viande, maïs, vin) est manifeste.

Sur le plan de l'application de l'accord économique bilatéral, si, de mon côté, j'ai souligné à plusieurs reprises notre insatisfaction dans l'application du jumctim textile, du côté hongrois, la réplique venait immédiatement visant le jumctim agricole, où

- 3 -

la Suisse est en retard. La première session de la Commission mixte économique, qu'il a été convenu de réunir au cours du premier trimestre de l'année prochaine, devrait donner l'occasion de discuter à fond ces questions et de part et d'autre il a été décidé de faire un effort pour aplanir ces difficultés, si possible avant la réunion.

Dans le domaine économique multilatéral, les Hongrois soulignent leur intérêt à entretenir un contact suivi avec la Suisse. Pour Belgrade, bien qu'on accepte un examen général de l'application de l'Acte final, on aborde la préparation sans excitation en prévoyant une conférence "low key", sans s'attendre à de nouvelles initiatives majeures et en souhaitant éviter une confrontation. Malgré le plein appui aux propositions soviétiques pour les congrès paneuropéens, on est, à Budapest, parfaitement conscient que c'est l'URSS qui doit devenir beaucoup plus spécifique dans la définition des objectifs et des domaines concrets. La préparation doit rester dans l'ECE et seulement lorsqu'on sera prêt (ce qui pourrait durer encore deux à trois ans !), il faudra décider du cadre, du niveau et de l'endroit (Moscou, Vienne et une capitale des "neuf" ont été mentionnés pour les trois congrès).

On remarque un grand goodwill pour la Suisse en général et pour Genève comme centre d'activités internationales. Parmi les personnalités rencontrées - toutes très au courant de notre situation économique interne et de l'état des relations réciproques -, je voudrais souligner l'excellente impression que m'ont laissée le Vice-ministre Török (Commerce extérieur), le Vice-ministre Szita (chargé des relations économiques internationales à la Présidence du Conseil), ainsi que le Vice-gouverneur de la Banque centrale Fekete. Ce dernier - un homme très intelligent avec un langage bien occidental - a souligné à plusieurs reprises ses excellentes relations avec nos milieux bancaires et en particulier avec le Président Leutwiler.

- 4 -

En conclusion: à Budapest accueil cordial, "business like". Le développement d'une coopération économique plus intense, dans les limites des compatibilités des deux systèmes économiques en présence, me semble souhaitable.

Roumanie (20 au 25 octobre 1976)

Dans la ligne de leur politique extérieure actuelle, les Roumains tiennent à développer les contacts officiels et personnels dans toutes les directions. Une grande attention semble être portée sur des pays qui pratiquent une politique extérieure indépendante et qui se tiennent à l'écart des blocs. Ceci a été particulièrement évident lors du très chaleureux accueil qui m'a été accordé par le Vice-ministre des affaires étrangères OANCEA:

La Suisse représente - aux dires des Roumains - le parfait exemple du pays neutre et non aligné qui joue un rôle de premier plan dans le processus initié à Helsinki pour la réalisation d'une "vraie détente" dans la région européenne et qui est également conscient de ses responsabilités dans l'établissement d'un nouvel ordre économique international. C'est la raison pour laquelle une collaboration étroite avec la Roumanie - dans tous les domaines - est naturelle. Seule amertume du côté roumain: la Suisse n'a pas encore pris de décision quant à l'octroi des préférences généralisées, mais satisfaction à apprendre que ce problème (de nature plus politique qu'économique) pourrait être résolu très prochainement.

Du côté roumain, l'accent de ma visite a été mis sur ma Vice-présidence de l'ECE/ONU. C'est en cette qualité que j'ai été reçu - par un changement de programme de dernière minute - par le Ministre des affaires étrangères Macovescu, qui m'a entretenu pendant une demi-heure sur la nécessité de poursuivre tous les efforts possibles en vue de consolider la sécurité en Europe par une politique de coopération et se réjouissait du rôle de la Suisse dans les

organisations économiques internationales. Il a ajouté des salutations personnelles à M. le Conseiller fédéral Graber espérant avoir bientôt une nouvelle occasion de le rencontrer en Suisse, lors d'un de ses prochains déplacements.

De tous ces beaux discours quant à la "pleine indépendance" de la Roumanie en politique étrangère (sans ménager par exemple les mots quant à l'ingérence du COMECON dans les relations économiques extérieures), il ressort un souci évident de perpétrer dans les conférences et organisations internationales les procédures de la CSCE avec le "consensus individualisé". Grande réserve dès lors à l'égard de l'activité - informelle - des Groupes "oriental et occidental" à l'ECE, avec quelque velleité même de procéder à une révision des règles de procédure pour éviter les votes. La même tendance se manifeste quant aux propositions soviétiques sur les congrès paneuropéens. Accord et sympathie de principe, mais nécessité de décider au préalable des règles de procédure qui doivent se baser sur le consensus, la rotation à la présidence, sans exclure des domaines de coopération restreints à des pays particulièrement intéressés (p.ex. coopération balkanique à 5). Un élément positif dans ce secteur est que les Roumains comme les Hongrois semblent être décidés de faire pression sur l'URSS pour qu'elle élabore une conception claire et nette de ces conférences en mentionnant les domaines concrets de coopération, qui puissent être présentés comme un succès aux "opinions publiques".

Belgrade - qui ne doit pas déboucher dans une confrontation - reste une étape très importante pour donner des accents et impulsions à la coopération future; le temps ne devrait pas être limité; le document final - même s'il ne doit pas se substituer à l'Acte final d'Helsinki - devra être un papier d'envergure ! Dans les discussions au sujet de la corbeille II, l'ECE aura un

- 6 -

rôle important à jouer. C'est peut-être pour cela que les Roumains semblent s'intéresser à la Vice-présidence de la Commission pour l'année prochaine ... même si cela implique qu'ils soient informellement proposés par le "Eastern Caucus" !

Sur le plan bilatéral, l'accent est mis très nettement sur la coopération industrielle dans des pays tiers. On a l'impression que les Roumains se sont engagés dans un très grand nombre de projets d'envergure dans les pays du tiers monde, projets qu'ils n'arriveront pas à exécuter sans l'aide financière et la technologie occidentales, mais c'est apparemment dans des pays comme le nôtre qu'on recherche des partenaires. Vu l'intérêt pour la coopération, il a été convenu de tenir en Suisse, en février 1977, une sorte de semaine économique roumaine en vue de sensibiliser nos milieux économiques (y compris les Banques). C'est à cette occasion que se réunira pour la première fois la Commission mixte économique. Dans le domaine des textiles - où le jeu n'est pas respecté du côté roumain - il semble qu'on procède maintenant à Bucarest à un réel effort pour tenir ses engagements.

Fait curieux pour un pays qui reste largement agricole, malgré une industrialisation désordonnée et rapide (très largement réalisée en coopération avec l'étranger), aucune insistance a été manifestée sur un élargissement des exportations agricoles roumaines vers la Suisse.

La présence de l'industrie suisse à la Foire internationale de Bucarest a été très remarquée. Le pavillon suisse, très bien organisé par l'OSEC, ainsi que la réception officielle suisse présidée par l'Ambassadeur et le Président Bauer ont attiré de nombreuses personnalités gouvernementales et des organisations industrielles d'état.

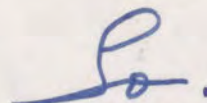
En conclusion, je voudrais souligner l'accueil très cordial qui m'a été accordé et le goodwill très net qui existe en Roumanie

- 7 -

à l'égard de notre pays, en particulier dans le domaine économique. Ceci vaut également pour le "rôle primordial de Genève comme centre de fructueuse coopération internationale". Toutefois, vu le grand contraste entre les ouvertures de politique étrangère et le dogmatisme évident en politique intérieure (qui se manifeste par une omniprésente autorité du Parti-Etat qui choque tout visiteur étranger et obsède la plupart des Roumains, malgré leur caractère gai et nonchalant), on ne peut pas se laisser emballer par l'euphorie et oublier que même dans le domaine économique le "grand frère voisin" est plus qu'attentif et ne laissera pas une marge de manoeuvre beaucoup plus grande que celle qui existe actuellement. Malgré les limites et le réalisme qui s'imposent, je dirais "in dubio pro DACIA", en plaidant pour un effort ultérieur en vue du développement des relations économiques.

* * *

Au terme de cette note, je ne voudrais pas manquer de témoigner ma reconnaissance à M. P. Dietschi, chargé d'affaires à Budapest, et à M. P.-H. Aubaret, Ambassadeur à Bucarest, à leur épouse et collaborateurs, pour l'excellente préparation du programme, l'efficacité et constante assistance au cours de mes pourparlers, ce qui a grandement facilité les contacts personnels avec mes interlocuteurs, et pour les repas qu'ils ont offerts dans leurs résidences respectives.



C. Sommaruga